

L'inclusion financière comme déterminant de la finance verte et de son efficacité environnementale : une revue systématique selon le cadre Antécédents-Décisions-Résultats

Financial inclusion as a determinant of green finance and its environmental effectiveness: a systematic review using the antecedents-decisions-outcomes framework.

Auteur 1 : TOUTOU Mohammed,

Auteur 2 : ASDIOU Abdelkarim,

TOUTOU Mohammed (ORCID : 0009-0008-6418-946X), Doctorant, Laboratoire LIREIMO, ENCG Casablanca, Université Hassan II de Casablanca 20250, Maroc.

ASDIOU Abdelkarim (ORCID : 0000-0001-8735-3068), Enseignant-chercheur, Laboratoire LIREIMO, ENCG Casablanca, Université Hassan II de Casablanca 20250, Maroc.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : TOUTOU .M & ASDIOU .A (2026) « L'inclusion financière comme déterminant de la finance verte et de son efficacité environnementale : une revue systématique selon le cadre Antécédents-Décisions-Résultats », African Scientific Journal « Volume 03, Num 37 » pp: 1654 – 1681.



DOI : 10.5281/zenodo.21965719

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La finance verte est mobilisée par les politiques climatiques, mais son efficacité environnementale reste inégalement documentée selon les contextes. Cette revue systématique porte sur 34 articles et examine successivement les déterminants de la finance verte, ses instruments et son efficacité environnementale.

Le développement de la finance verte résulte de facteurs réglementaires, économiques, sociaux et environnementaux. L'inclusion financière est le déterminant le plus fréquemment cité (32 des 34 articles ; 24 % des occurrences de facteurs codées). Elle agit par deux canaux : la mobilisation de capital et l'accès au crédit d'une part, l'accès des populations exclues aux services financiers formels d'autre part. Les institutions financières privilégient les obligations vertes, les crédits verts et les partenariats public-privé. L'efficacité environnementale varie toutefois selon les contextes : une forte inclusion financière associée à des institutions solides réduit les émissions de CO₂ dans les pays développés, alors qu'une faible qualité institutionnelle peut accroître la pollution dans les pays en développement en finançant des activités non durables. La relation inverse, par laquelle les instruments verts étendent eux-mêmes l'accès aux services financiers, est documentée mais rapportée ici comme un résultat secondaire.

Mots-clés : Finance verte ; Inclusion financière ; Qualité institutionnelle ; Efficacité environnementale ; Revue systématique ; Cadre ADO ; Économies émergentes

Abstract

Green finance is being mobilised by climate policies, yet its environmental effectiveness remains unevenly documented across contexts. This systematic review covers 34 articles and examines in turn the determinants of green finance, its instruments and its environmental effectiveness.

The development of green finance stems from regulatory, economic, social and environmental factors. Financial inclusion is the most frequently cited determinant (32 of the 34 articles; 24% of coded factor occurrences). It operates through two channels: capital mobilisation and access to credit on the one hand, and access of excluded populations to formal financial services on the other. Financial institutions favour green bonds, green loans and public-private partnerships. Environmental effectiveness nevertheless varies across contexts: strong financial inclusion combined with sound institutions reduces CO₂ emissions in developed countries, whereas weak institutional quality may increase pollution in developing countries by financing unsustainable activities. The reverse relationship, whereby green instruments themselves broaden access to financial services, is documented but reported here as a secondary finding.

Keywords: Green finance; Financial inclusion; Institutional quality; Environmental effectiveness; Systematic review; ADO framework; Emerging economies

1. Introduction

Le changement climatique figure parmi les principaux défis économiques et environnementaux du siècle. Les émissions mondiales de CO₂ ont atteint des niveaux alarmants, avec une augmentation de plus de 50% depuis 1990, avec des effets documentés sur les écosystèmes et le bien-être des populations (Cen & Yin, 2024). Face à cette urgence environnementale, les États ont adopté des engagements communs, notamment l'Accord de Paris, qui vise la neutralité carbone d'ici 2050 (Zhang et al., 2022). Cependant, atteindre ces objectifs nécessite une transformation profonde des systèmes économiques et financiers.

Dans ce contexte, la finance verte (FV) est présentée comme un levier pour orienter les flux de capitaux vers des projets durables. La FV désigne l'ensemble des instruments financiers conçus pour financer la transition écologique, tels que les obligations vertes, les crédits verts et les fonds durables (Vuong et al., 2025). Parallèlement, l'inclusion financière (IF), qui vise à garantir l'accès aux services financiers pour tous, notamment les populations marginalisées, est devenue une priorité mondiale reconnue par les Objectifs de Développement Durable (ODD) (Shi et al., 2022).

Le développement de la finance verte résulte de la convergence de plusieurs catégories de facteurs. Les facteurs réglementaires (qualité institutionnelle, réglementations environnementales strictes) créent le cadre propice à des instruments crédibles ; les facteurs environnementaux (urgence climatique, contraintes énergétiques) pressent à la réorientation des flux financiers ; les facteurs sociaux (pression des parties prenantes, évolution des comportements) créent la demande ; et les facteurs économiques (innovation technologique, accès aux services financiers) déterminent la capacité de mobilisation des capitaux. Si la littérature a largement documenté les déterminants réglementaires et environnementaux du développement de la finance verte, l'articulation entre la finance verte et l'inclusion financière demeure fragmentée entre des travaux distincts, sans synthèse intégrative de ses mécanismes et de ses conditions d'efficacité.

Face à ce constat, cette recherche vise à répondre à deux questions : (i) comment l'inclusion financière s'articule-t-elle aux autres facteurs réglementaires, économiques, sociaux et environnementaux qui déterminent le développement de la finance verte ? et (ii) comment l'efficacité environnementale de la finance verte varie-t-elle selon les contextes institutionnels ? Un point de cadrage doit être posé d'emblée, car la littérature emploie l'inclusion financière dans deux positions différentes. Elle est le plus souvent une variable explicative : en élargissant la base d'épargnants et d'emprunteurs, elle conditionne le développement de la finance verte.

Elle apparaît plus rarement comme une variable expliquée, lorsque les instruments verts étendent eux-mêmes l'accès aux services financiers. La présente revue adopte la première position, et une seule : l'inclusion financière y est traitée comme un déterminant, dont l'effet environnemental dépend de la qualité institutionnelle du contexte. La seconde position n'est pas retenue comme axe d'analyse ; elle est rapportée à titre de résultat secondaire dans la section consacrée aux résultats. Pour y répondre, nous mobilisons une revue systématique de la littérature selon le protocole PRISMA, structurée autour du cadre d'analyse ADO (Antécédents-Décisions-Outcomes), qui permet de cartographier de manière exhaustive les facteurs qui influencent la finance verte, les stratégies déployées par les institutions financières, et les résultats environnementaux observés.

Cette étude apporte trois contributions. Elle propose d'abord un cadre d'analyse qui relie des dimensions traitées jusqu'ici séparément dans la littérature sur la finance durable. Elle documente ensuite la manière dont la qualité institutionnelle conditionne la relation entre inclusion financière, finance verte et performance environnementale, à partir des résultats convergents des études primaires recensées, sans tester elle-même cette condition. Elle formule enfin des recommandations pour les décideurs publics et les institutions financières qui cherchent à concilier objectifs verts et objectifs inclusifs.

Cette étude se distingue des revues bibliométriques antérieures sur la finance verte et l'inclusion financière, qui ont soit traité l'inclusion financière comme une variable périphérique au sein de corpus plus larges sur la croissance verte, soit adopté une approche purement bibliométrique sans cadre d'analyse intégrateur (Kaur & Negi, 2025). Ces travaux récents identifient notamment un déficit de recherche sur l'interaction spécifique entre inclusion financière et finance verte, les études existantes les analysant le plus souvent isolément plutôt que dans leurs interactions. En structurant le corpus spécifique à l'intersection FV-IF autour du cadre ADO (Antécédents-Décisions-Outcomes) et en couvrant la période récente 2022-2025 marquée par une accélération de la production sur ce champ, cette revue répond directement à ce déficit en offrant une cartographie intégrée des déterminants, stratégies et résultats propres à cette articulation. Une revue récente adopte une approche thématique et bibliométrique comparable sur l'intersection entre inclusion financière et croissance économique verte, à partir de 60 articles indexés Scopus (Farah et al., 2026), elle ne mobilise toutefois pas le cadre ADO et ne structure pas ses résultats autour du rôle modérateur de la qualité institutionnelle, ce qui distingue la présente revue par son cadre d'analyse et son objet.

Cet article s'organise comme suit. La section 2 présente le cadre théorique de la recherche, en explicitant les fondements conceptuels de la finance verte et de l'inclusion financière ainsi que

les quatre corpus théoriques mobilisés. La section 3 détaille la méthodologie de la revue systématique, structurée selon le protocole PRISMA. La section 4 présente et discute les résultats organisés selon le cadre ADO (antécédents, décisions, résultats), avant d'en tirer les implications pratiques. La section 5 conclut en synthétisant les contributions théoriques et pratiques de l'étude et en identifiant ses limites et les pistes de recherche future.

2. Cadre théorique

2.1. Fondements conceptuels de la finance verte et l'inclusion financière

La finance verte (FV) désigne l'ensemble des mécanismes financiers conçus pour orienter les flux de capitaux vers des projets et activités ayant un impact environnemental positif (Vuong et al., 2025). Elle englobe divers instruments tels que les obligations vertes, les crédits verts, les fonds durables et l'assurance environnementale (Shi et al., 2022; Zhang et al., 2022). L'objectif principal de la FV est de mobiliser les ressources nécessaires pour financer la transition énergétique et atteindre les objectifs climatiques internationaux, notamment ceux fixés par l'Accord de Paris (Zhang et al., 2022).

L'inclusion financière (IF), de son côté, vise à garantir l'accès universel aux services financiers formels (épargne, crédit, assurance, paiements) pour les populations traditionnellement exclues du système bancaire (Shi et al., 2022). L'IF ne se limite pas à l'accès physique aux services financiers, elle implique également leur utilisation effective et leur qualité (Sun et al., 2024). Mesurée généralement par un indice composite intégrant le nombre d'agences bancaires, de distributeurs automatiques, le ratio crédit/PIB et les dépôts bancaires (Khan et al., 2025) ..., l'IF est reconnue comme un facilitateur clé pour sept des dix-sept Objectifs de Développement Durable (Vuong et al., 2025).

Bien que ces deux concepts aient longtemps évolué de manière parallèle dans la littérature, leur convergence fait aujourd'hui l'objet d'une littérature commune. D'une part, la FV nécessite une base élargie d'investisseurs et d'emprunteurs pour atteindre l'échelle requise, ce qui fait de l'IF une condition préalable de son déploiement. D'autre part, l'IF offre aux populations marginalisées les moyens financiers d'adopter des technologies vertes et de participer à l'économie durable (Ahmad & Satrovic, 2024). Cette intersection donne naissance à ce que certains auteurs nomment la "finance verte inclusive" (FVI), un paradigme qui articule durabilité environnementale et justice sociale (Vuong et al., 2025).

2.2. Ancrage théorique : Les mécanismes explicatifs

La théorie du développement durable constitue le socle normatif de cette recherche (Oanh, 2024; Shi et al., 2022). Elle postule que la croissance économique n'est soutenable que si elle préserve les ressources des générations futures, ce qui conduit à concevoir la finance verte

comme un outil opérationnel de conciliation entre prospérité économique, inclusion sociale et protection environnementale.

À ce socle normatif répond un cadre empirique. L'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets (EKC) permet de tester la relation non linéaire entre développement économique et dégradation environnementale (He et al., 2025; Latif et al., 2023; Rahman & Hossain, 2025). Plusieurs études la mobilisent pour examiner si l'inclusion financière, en tant que vecteur de développement, peut infléchir la trajectoire environnementale au-delà d'un certain seuil de revenu (Kaplan et al., 2024; Khan et al., 2025).

La théorie de l'intermédiation financière explique comment l'accès aux services financiers facilite l'allocation efficace des ressources vers des investissements productifs (Lin & Wu, 2022; Zhang et al., 2022). Dans le contexte de la finance verte, cette théorie suggère que l'élargissement de la base d'investisseurs permet de canaliser plus de capitaux vers les projets verts, réduisant ainsi les coûts de financement de la transition énergétique. À cette fonction d'allocation s'ajoute une fonction de protection : la théorie de la gestion des risques souligne le rôle de la finance verte dans l'identification et la mitigation des risques climatiques (J. Li et al., 2022; Y. Li et al., 2023). L'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement permet aux institutions financières de mieux anticiper les chocs environnementaux et d'améliorer leur résilience (Ahmad & Satrovic, 2024).

La théorie institutionnelle met en évidence le rôle crucial de la qualité de la gouvernance dans l'efficacité des politiques de FV et d'IF (Novák et al., 2025; Rong et al., 2024). Des institutions robustes, caractérisées par la transparence, l'État de droit et le contrôle de la corruption, sont nécessaires pour garantir que les fonds verts atteignent effectivement les projets environnementaux et ne soient pas détournés (Zhang et al., 2022). Cette théorie explique pourquoi l'impact de la finance verte sur l'environnement varie considérablement selon les contextes institutionnels.

La théorie de l'innovation et de la diffusion technologique explique comment l'accès des entrepreneurs aux capitaux nécessaires leur permet de développer et d'adopter des technologies vertes (Baskaya et al., 2022; Lu et al., 2022; Rizwan Ullah et al., 2025). La fintech joue ici un rôle déterminant : en réduisant les coûts de transaction et les asymétries d'information, elle ouvre aux petites entreprises un accès au financement de l'innovation verte dont elles étaient jusque-là exclues (Dong et al., 2025; Faizi et al., 2024). L'inclusion financière agit dès lors moins comme une fin en soi que comme un préalable à la diffusion des technologies bas carbone.

Ces quatre corpus théoriques ne sont pas concurrents mais complémentaires, et structurent directement le cadre ADO mobilisé dans cette étude. La théorie de l'intermédiation financière et la théorie de l'innovation éclairent le passage des antécédents (A) aux décisions (D) : elles expliquent par quels mécanismes l'accès au crédit et la diffusion technologique se traduisent en choix concrets des institutions financières, tels que le développement d'instruments verts ou la conclusion de partenariats. La théorie du développement durable et l'hypothèse EKC interviennent au niveau des résultats (O). Elles fournissent le cadre normatif d'évaluation ainsi que l'hypothèse centrale d'un effet modéré par le niveau de développement économique. La théorie institutionnelle opère quant à elle transversalement, comme condition modératrice reliant les trois segments. Elle permet de comprendre pourquoi des antécédents et des décisions comparables produisent des résultats environnementaux divergents selon la qualité de gouvernance du contexte étudié. Cette articulation est synthétisée au Tableau 4 et fonde la lecture proposée dans la section consacrée au cadre d'analyse ADO.

3. Méthodologie

Cette recherche mobilise une démarche qualitative fondée sur une analyse de contenu thématique du corpus (Allard-Poesi & Perret, 2014). Le mode de raisonnement est principalement inductif : les catégories d'antécédents, de décisions et de résultats, empruntées au cadre ADO, émergent de l'analyse du corpus avant d'être reliées a posteriori aux corpus théoriques mobilisés (théorie du développement durable, hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets, théorie de l'intermédiation financière, théorie institutionnelle, théorie de l'innovation et de la diffusion technologique). Cette démarche de synthèse qualitative de la littérature secondaire s'appuie ainsi sur une logique de recherche exploratoire et inductive. Cette revue systématique de la littérature adopte le protocole PRISMA (Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses) pour garantir la transparence, la traçabilité et la reproductibilité du processus de sélection et d'analyse des études (Page et al., 2021).

3.1. Stratégie de recherche documentaire

3.1.1. Bases de données et équation de recherche

La recherche documentaire a été conduite en juillet 2025 dans trois bases de données académiques majeures sélectionnées pour leur couverture complémentaire des sciences économiques, de gestion et de développement durable :

- Scopus : base multidisciplinaire indexant plus de 25 000 revues à comité de lecture, offrant une couverture internationale étendue.
- ScienceDirect : plateforme d'Elsevier donnant accès aux revues de premier rang en économie, finance et sciences environnementales.

- Web of Science : base de référence pour l'analyse bibliométrique, garantissant l'accès aux publications à fort impact scientifique.

L'équation de recherche adoptée repose sur une combinaison simple visant à maximiser la sensibilité tout en maintenant une pertinence thématique : TITLE-ABS-KEY (("green finance" OR "green banking" OR "sustainable finance") AND ("Financial Inclusion"))

Cette requête a été appliquée aux champs titre, résumé et mots-clés des articles. Aucune restriction linguistique n'a été appliquée à ce stade pour éviter l'exclusion prématurée de publications pertinentes.

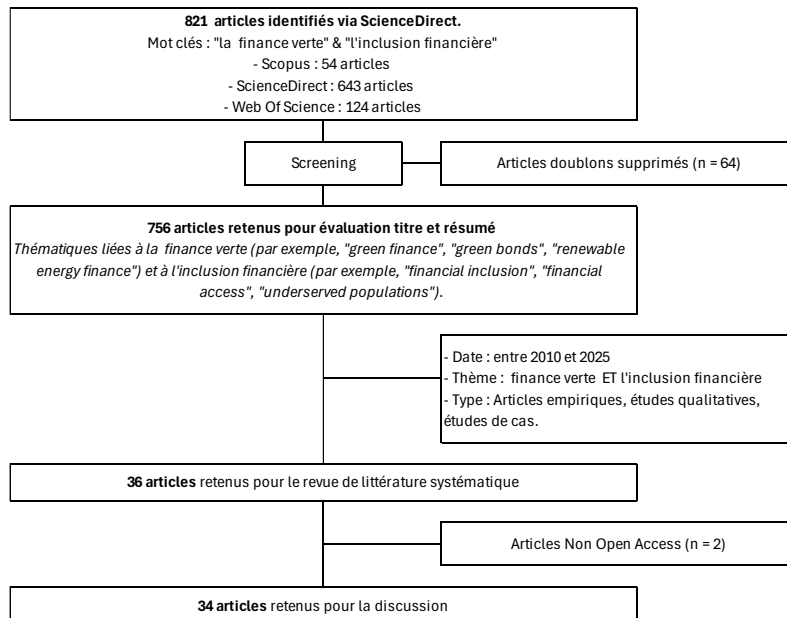
3.1.2. Extraction et gestion des données

Pour chaque article identifié, les métadonnées suivantes ont été extraites et importées dans Zotero pour la gestion bibliographique : titre de l'article, auteur(s), année de publication, journal de publication, résumé, mots-clés et DOI. Cette extraction initiale a permis d'identifier 821 références au total (Scopus : 687, ScienceDirect : 98, Web of Science : 36).

3.1.3. Processus de sélection des articles

Le processus de sélection s'est déroulé en cinq étapes séquentielles conformément au protocole PRISMA, avec application de critères d'inclusion et d'exclusion prédéfinis.

Figure 1 : diagramme PRISMA



Source : Auteurs

La suppression des doublons via Zotero (comparaison des DOI, titres et auteurs) a éliminé 64 doublons, ramenant le corpus à 757 articles. Un filtrage temporel (2010-2025, borné par l'essor des obligations vertes modernes et l'adoption des ODD en 2015) a retenu 754 articles ; le corpus final de 34 articles s'est cependant révélé concentré sur 2022-2025 (Tableau 1), la période 2010-

2021 n'ayant produit aucun article satisfaisant les critères ultérieurs de sélection. Une analyse automatisée des résumés via NVivo 14, croisant les termes de finance verte et d'inclusion financière, a réduit le corpus à 49 articles. Un filtrage méthodologique excluant les études théoriques dépourvues de données empiriques vérifiables a abouti à 36 articles, dont 2 non accessibles en texte intégral ont ensuite été écartés, pour un corpus final de 34 articles.

4. Résultats et discussion

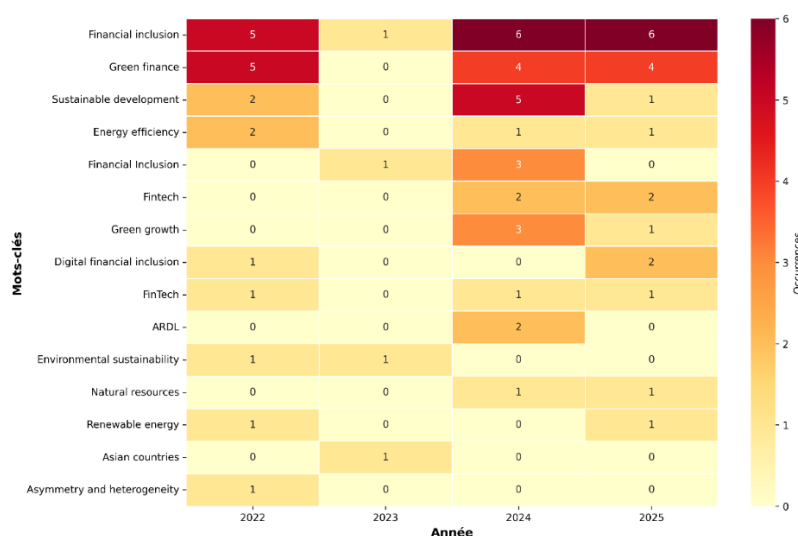
4.1. Analyse bibliométrique

Cette section présente une analyse bibliométrique descriptive du corpus de 34 articles retenus après le processus de sélection PRISMA. L'objectif est de caractériser la production scientifique sur l'intersection finance verte-inclusion financière selon plusieurs dimensions : temporelle, éditoriale et géographique, dans une démarche comparable à d'autres revues bibliométriques récentes portant sur des thématiques environnementales connexes (Hmieche & Asdiou, 2024).

4.1.1. Analyse des mots-clés de la littérature

L'examen des 123 mots-clés extraits des 34 articles fait apparaître trois axes. Premièrement, l'inclusion financière domine largement le corpus avec 18 occurrences, suivie de près par la finance verte (13 occurrences) et le développement durable (8 occurrences). Ces trois termes forment le noyau conceptuel du corpus. Deuxièmement, l'analyse temporelle montre une progression notable de la production scientifique, avec un pic en 2024 (66 occurrences) contre seulement 12 en 2023. Cette variation suggère un intérêt croissant mais irrégulier pour la convergence entre finance verte et inclusion financière. Troisièmement, l'émergence des technologies financières numériques (fintech) comme mot-clé récurrent à partir de 2024 indique un déplacement vers les approches numériques. Néanmoins, cette analyse fait apparaître deux limites : la présence massive de termes économétriques (ARDL, GMM, données de panel) au détriment de concepts théoriques suggère une orientation très quantitative de la littérature, tandis que la mention dispersée de zones géographiques spécifiques (Chine, BRICS, OCDE, Iraq) confirme le biais contextuel déjà identifié, ce qui limite la portée des conclusions.

Figure 2 : les quinze mots-clés les plus fréquents par année



4.1.2. Évolution temporelle de la recherche

L'analyse chronologique montre une concentration des publications entre 2022 et 2025, dans un champ de recherche récent.

Tableau 1 : Répartition des articles par année de publication

Année	Fréquence	Pourcentage
2022	9	26,5%
2023	3	8,8%
2024	13	38,2%
2025	9	26,5%
Total	34	100,0%

Source : Données de l'auteur via NVivo & SPSS

L'absence de publications avant 2022 dans le corpus retenu est cohérente avec un champ de recherche émergent : elle pourrait refléter une fragmentation disciplinaire antérieure entre chercheurs en finance environnementale et spécialistes du développement, un délai de maturation consécutif à l'adoption des ODD en 2015, ou simplement l'étroitesse de l'équation de recherche utilisée ; cette revue ne permet pas de distinguer entre ces hypothèses.

Le pic de 13 publications en 2024 (38,2% du corpus) et le maintien à 9 publications en 2025 suggèrent une accélération récente de la production scientifique sur le champ FV-IF, cohérente avec l'émergence du domaine identifiée précédemment. Sur un corpus de 34 articles, le creux ponctuel de 2023 (3 articles) reste toutefois d'une ampleur trop faible pour étayer une explication causale spécifique ; il pourrait tout aussi bien refléter une variance normale de faible échantillon que des délais éditoriaux systématiques, hypothèse que cette revue n'est pas en mesure de trancher.

4.1.3. Distribution éditoriale

L'analyse de la répartition par base de données révèle une asymétrie marquée entre les sources de publications (Tableau 2). Bien que Web of Science ait été interrogée selon la même équation de recherche, l'ensemble de ses résultats faisaient doublon avec des références déjà identifiées via Scopus ou ScienceDirect ; après déduplication, elle ne contribue donc aucune référence unique au corpus final, ce qui explique son absence du Tableau 2.

Tableau 2 : Répartition des articles par base de données

Base de données	Fréquence	Pourcentage
Scopus	28	82,4%
ScienceDirect	6	17,6%
Total	34	100,0%

Source : Données de l'auteur via NVivo & SPSS

La prédominance écrasante de Scopus (82,4%) ne reflète pas une supériorité qualitative intrinsèque, mais plutôt sa couverture multidisciplinaire exceptionnelle. Scopus indexe des revues d'économie, de finance, de gestion, mais aussi de sciences environnementales et de développement, permettant de capter l'ensemble des perspectives sur la relation FV-IF. À l'inverse, ScienceDirect, bien que hébergeant des revues prestigieuses du groupe Elsevier, offre une couverture plus ciblée. Sa contribution plus modeste (17,6%) reflète surtout le chevauchement d'indexation entre les deux bases après déduplication : une part substantielle des revues ScienceDirect est également indexée par Scopus, qui capte donc la majorité des références uniques du corpus.

L'examen de la distribution par journal confirme l'interdisciplinarité du champ (Tableau ci-après).

Tableau 3 : répartition des articles par journal de publication

Journal	Nombre d'articles	Pourcentage
Resources Policy	4	11,8%
Renewable Energy	3	8,8%
Cuadernos de Economia	2	5,9%
Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity	2	5,9%
Sustainability (Switzerland)	2	5,9%
Autres journaux (22 revues avec 1 article chacune)	21	61,7%
Total	34	100,0%

Source : données de l'auteur via Nvivo & SPSS

La dispersion éditoriale est marquée. Les 34 articles sont publiés dans 27 journaux différents, dont 22 ne contribuent qu'avec un seul article chacun (61,7%). Cette fragmentation contraste

fortement avec les champs disciplinaires établis où quelques revues concentrent la majorité des publications. Elle indique que le domaine FV-IF est encore en phase de structuration, sans revue de référence clairement identifiée.

Néanmoins, quelques pôles éditoriaux émergent. Resources Policy se positionne en tête avec 4 articles (11,8%), suggérant que la problématique FV-IF trouve une cohérence naturelle dans les enjeux de gestion des ressources naturelles. Renewable Energy (3 articles, 8,8%) confirme l'ancrage fort dans les questions de transition énergétique. La présence de revues généralistes (Sustainability) et de journals spécialisés en innovation (Journal of Open Innovation) témoigne de la diversité des angles d'approche : gestion environnementale, économie de l'énergie, innovation financière et développement économique.

4.1.4. Biais et lacunes de la recherche

Cette cartographie fait apparaître trois biais qui limitent la généralisation des résultats existants. Le biais de disponibilité des données explique la surreprésentation de la Chine et des pays de l'OCDE. Ces juridictions disposent de systèmes statistiques robustes fournissant des données financières et environnementales longitudinales de haute qualité, facilitant les analyses économétriques sophistiquées. À l'inverse, les économies fragiles ou les pays à faible développement financier (LFDCs) manquent souvent de données fiables, décourageant la recherche empirique.

Le biais disciplinaire se manifeste dans la concentration éditoriale sur les revues d'économie de l'environnement et de l'énergie, au détriment des perspectives sociologiques, politiques ou anthropologiques qui pourraient éclairer les dimensions non économiques de la relation FV-IF. Le biais temporel est évident : 64,7% des publications datent de 2024-2025, offrant un recul limité pour évaluer les impacts de long terme. La plupart des études portent sur des périodes d'observation inférieures à 10 ans, insuffisantes pour mesurer les effets structurels de la transformation financière verte.

Ces limites appellent à une diversification géographique et méthodologique de la recherche future, notamment vers les contextes sous-étudiés où les enjeux d'inclusion et de durabilité sont pourtant les plus aigus.

4.2. Cadre d'analyse ADO

L'analyse des 34 articles mobilise le cadre conceptuel ADO (Antécédents-Décisions-Outcomes). Cette approche permet de cartographier systématiquement les facteurs contextuels (antécédents), les stratégies institutionnelles (décisions), et les impacts observés (résultats).

Tableau 4 : Modèle ADO

ADO			
ANTÉCÉDENTS			
Facteurs réglementaires	Facteurs économiques	Facteurs sociaux	Facteurs environnementaux
Gouvernance verte et qualité institutionnelle (He et al., 2025; Rahman & Hossain, 2025; Xu & Zhu, 2022) Réglementations environnementales strictes (RES) (He et al., 2025; Shi et al., 2022; Xu & Zhu, 2022; Yue et al., 2024) Intégration de la FV dans les objectifs nationaux (Lu et al., 2022; Zhang et al., 2022) Politiques spécifiques d'incitation et de soutien (Rong et al., 2024; Zhang et al., 2022) Cadres internationaux et cibles de durabilité (Ahmad & Satrovic, 2024; Aydin & Destek, 2025; He et al., 2025; Xu & Zhu, 2022) Réponse aux crises économiques et sanitaires (Lu et al., 2022; Sun et al., 2024)	Nécessité de mobilisation de capital (He et al., 2025; Saydaliev & Chin, 2023; Zhang et al., 2022) Pression du marché et de la compétitivité (Hawash et al., 2022; Lu et al., 2022; Rong et al., 2024) Rôle des institutions financières et du développement financier (Zhang et al., 2022) Innovation technologique (fintech et innovation verte) (Cen & Yin, 2024; Rahman & Hossain, 2025; Saydaliev & Chin, 2023; Zhang et al., 2022) Atténuation des risques et avantages financiers (Rong et al., 2024) Inclusion financière (IF) (Ahmad & Satrovic, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025)	Pression des parties prenantes et de la société civile (Xu & Zhu, 2022) Demande des consommateurs et changement de comportement (Abbas et al., 2024; Lu et al., 2022) Considérations éthiques et réputationnelles (Faizi et al., 2024; Zhang et al., 2022) Priorisation du bien-être humain (Lu et al., 2022)	Urgence du changement climatique mondial (He et al., 2025; Lu et al., 2022; Xu & Zhu, 2022) Objectif de neutralité carbone et réduction des émissions (Baskaya et al., 2022; Faizi et al., 2024; Lu et al., 2022; Zhou et al., 2024) Contraintes liées aux ressources et efficacité énergétique (Ahmad & Satrovic, 2024; Liu et al., 2022; Lu et al., 2022) Nécessité de transition énergétique (Lu et al., 2022; Zhang et al., 2022)
DÉCISIONS			
Stratégies adoptées par les institutions financières	Instruments financiers verts créés	Processus de gouvernance mis en place	Partenariats établis pour favoriser l'inclusion financière verte
Intégration de l'objectif climatique (post-COVID-19) (He et al., 2025; Lu et al., 2022) Redéploiement du capital (Dong et al., 2025; Y. Li et al., 2023; Yue et al., 2024) Priorisation de l'innovation verte : (Yue et al., 2024) Soutenir les segments marginalisés : (Dong et al., 2025; Rong et al., 2024) Mitigation des risques d'agence : (Hou et al., 2024; Yue et al., 2024)	Obligations vertes : (Dong et al., 2025; Ghouse et al., 2025; He et al., 2025; Novák et al., 2025; Oanh, 2024; Zhang et al., 2022) Crédit vert (green credit) : (Hawash et al., 2022; J. Li et al., 2022; Oanh, 2024; Xu & Zhu, 2022) Fonds verts et fonds de durabilité : (Dong et al., 2025; J. Li et al., 2022; Y. Li et al., 2023; Oanh, 2024) Assurance verte (green insurance) : (He et al., 2025; Y. Li et al., 2023; Oanh, 2024)	Évaluation macroprudentielle : (Y. Li et al., 2023) Renforcement des capacités et transparence : (He et al., 2025; Xu & Zhu, 2022) Systèmes de gestion de l'information verte : (Xiao et al., 2024) Évaluation des risques ESG : (Rong et al., 2024)	Organisations multilatérales et banques de développement : (Saydaliev & Chin, 2023; Xu & Zhu, 2022) Collaboration FV et fintech (inclusion financière numérique) : (Aydin & Destek, 2025; Cen & Yin, 2024; Liu et al., 2022; Yue et al., 2024) Gouvernements et secteur privé : (J. Li et al., 2022; Oanh, 2024; Rong et al., 2024; Xu & Zhu, 2022; Zhang et al., 2022) Institutions financières et programmes d'éducation :

	Prêts verts et microfinance : (Oanh, 2024; Xiao et al., 2024)		(Ahmad & Satrovic, 2024; Dong et al., 2025; Rong et al., 2024; Xiao et al., 2024)
RÉSULTAT			
Axe inclusion financière (IF)		Axe impact environnemental	
Élargissement de l'accès aux services financiers (Dong et al., 2025; Hawash et al., 2022; He et al., 2025; Y. Li et al., 2023; Lu et al., 2022; Zhang et al., 2022) Réduction des inégalités d'accès (Abbas et al., 2024; Aydin & Destek, 2025; Ghouse et al., 2025; Hawash et al., 2022; Hou et al., 2024; Kaplan et al., 2024; Khan et al., 2025; J. Li et al., 2022; Novák et al., 2025; Oanh, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025; Shi et al., 2022; Zhang et al., 2022) Adaptation aux besoins des populations marginalisées (Abbas et al., 2024; Aydin & Destek, 2025; Hou et al., 2024; Shi et al., 2022; Xu & Zhu, 2022; Zhang et al., 2022)		Réduction effective des émissions/empreinte écologique (Abbas et al., 2024; Ahmad & Satrovic, 2024; Aydin & Destek, 2025; Baskaya et al., 2022; Khan et al., 2025; Latif et al., 2023; Liu et al., 2022; Lu et al., 2022; Putra & Oktora, 2024; Saydaliev & Chin, 2023; Xu & Zhu, 2022) Adoption de pratiques durables (Abbas et al., 2024; Cen & Yin, 2024; Dong et al., 2025; Ghouse et al., 2025; Hou et al., 2024; Kaplan et al., 2024; Liu et al., 2022; Oanh, 2024; Xiao et al., 2024; Xu & Zhu, 2022; Zhang et al., 2022) Contribution aux ODD (Aydin & Destek, 2025; Baskaya et al., 2022; Dong et al., 2025; Kaplan et al., 2024; Novák et al., 2025)	

Source : auteurs

L'analyse des 34 articles selon le cadre ADO permet de décomposer la relation entre finance verte et inclusion financière en trois segments. Cette section présente les résultats structurés selon les trois dimensions du modèle ADO (Antécédents-Décisions-Résultats).

4.2.1. Antécédents (A) :

L'analyse de la littérature identifie quatre catégories de facteurs antécédents qui créent les conditions d'émergence de la finance verte, agissant comme un système de forces convergentes vers la finance durable inclusive.

Tableau 5 : Catégorisation et fréquence des antécédents (N=34 articles) ; Auteurs

Catégorie de facteurs	Sous-antécédents (Dimensions)	Nb d'articles	Pourcentage de distribution*
Facteurs réglementaires	Gouvernance verte et qualité institutionnelle	7	5,26%
	Réglementations environnementales strictes (RES)	6	4,51%
	Intégration de la FV dans les objectifs nationaux	2	1,50%
	Politiques spécifiques d'incitation et de soutien	3	2,26%
	Cadres internationaux et cibles de durabilité (ODD, Paris)	5	3,76%
Facteurs économiques	Réponse aux crises économiques et sanitaires (COVID-19)	3	2,26%
	Nécessité de mobilisation de capital	4	3,01%
	Pression du marché et de la compétitivité	3	2,26%
	Rôle des institutions financières et du développement financier	6	4,51%
	Innovation technologique (fintech et innovation verte)	19	14,29%
	Atténuation des risques et avantages financiers	4	3,01%
	Inclusion financière (IF)	32	24,06%
	Pression des parties prenantes et de la société civile	3	2,26%

Catégorie de facteurs	Sous-antécédents (Dimensions)	Nb d'articles	Pourcentage de distribution*
	Demande des consommateurs et changement de comportement	4	3,01%
	Considérations éthiques et réputationnelles	3	2,26%
	Priorisation du bien-être humain	3	2,26%
Facteurs environnementaux	Urgence du changement climatique mondial	7	5,26%
	Objectif de neutralité carbone et réduction des émissions	7	5,26%
	Contraintes liées aux ressources et efficacité énergétique	8	6,02%
	Nécessité de transition énergétique	4	3,01%

Source : auteurs

**Pourcentages calculés sur 133 occurrences de facteurs recensés (un article pouvant relever de plusieurs catégories d'antécédents), et non sur les 34 articles individuellement.*

***L'inclusion financière est classée en facteurs économiques, conformément au Tableau 4 : la littérature la mobilise d'abord comme capacité de mobilisation de capital et d'accès au crédit. Sa dimension sociale, l'accès des populations exclues aux services formels, est traitée dans la section consacrée aux résultats.*

Les facteurs économiques dominant : l'inclusion financière est citée dans 32 des 34 articles (24 % des 133 occurrences codées) et l'innovation technologique dans 19 articles (14 % des occurrences). Cette fréquence doit être lue avec prudence, puisque l'équation de recherche impose le terme « financial inclusion » dans le titre, le résumé ou les mots-clés : la présence quasi systématique de ce déterminant tient pour partie au protocole de sélection. Les facteurs environnementaux et la gouvernance institutionnelle forment, quant à eux, des conditions préalables. Sur le plan réglementaire et institutionnel, les cadres réglementaires forment le socle indispensable au développement de la finance verte, la gouvernance verte agissant comme moteur de la restructuration économique et de la révolution technologique verte (Novák et al., 2025; Rong et al., 2024; Zhang et al., 2022); les gouvernements doivent ainsi promouvoir l'inclusion financière et légiférer sur l'efficacité énergétique (Ahmad & Satrovic, 2024; Oanh, 2024), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques renforçant ce cadre en présentant la finance verte comme essentielle aux engagements climatiques (He et al., 2025; Rahman & Hossain, 2025; Rong et al., 2024; Zhang et al., 2022). Sur le plan économique, la mobilisation de capital constitue un impératif majeur : un financement vert annuel de 1,5 billion de dollars est requis pour satisfaire aux critères de l'Accord de Paris (Ghouse et al., 2025; Oanh, 2024; Zhang et al., 2022), tandis que l'intégration des facteurs ESG permet aux entreprises de réduire les risques perçus et d'accéder plus facilement aux financements verts

(Ahmad & Satrovic, 2024), l'inclusion financière améliorant en retour la performance environnementale et la croissance économique (Khan et al., 2025; Rahman & Hossain, 2025). Sur le plan social, l'évolution des habitudes de consommation, motivée par la nécessité de réduire les émissions (Cen & Yin, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025), s'accompagne d'une sensibilité croissante des investisseurs aux considérations éthiques et de réputation (Oanh, 2024; Putra & Oktora, 2024). Sur le plan environnemental, enfin, le changement climatique demeure l'un des défis mondiaux les plus pressants (Cen & Yin, 2024; Rong et al., 2024; Zhang et al., 2022), rendant urgente une transformation énergétique (Abbas et al., 2024; Cen & Yin, 2024; Latif et al., 2023; Putra & Oktora, 2024) visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. En synthèse, ces déterminants agissent conjointement : l'urgence environnementale crée le besoin de financement, le cadre réglementaire en fixe les conditions et les capacités économiques déterminent le volume mobilisable.

4.2.2. Décisions (D) :

La cartographie des décisions adoptées par les institutions financières (IFs) pour développer la finance verte et l'inclusion financière révèle une structure complexe où les stratégies et les instruments sont fortement influencés par les cadres de gouvernance nationaux et internationaux. Les résultats sont présentés par niveau stratégique : macro-réglementaire, méso-institutionnel et micro-opérationnel.

Tableau 6 : Catégorisation et fréquence des décisions (N=34 articles) ; Auteurs

Catégories de décisions	Sous-catégories et actions spécifiques	Nb d'articles	Pourcentage de distribution
Stratégies des institutions financières	Intégration de l'objectif climatique (post-COVID-19)	2	4,08%
	Redéploiement du capital	3	6,12%
	Priorisation de l'innovation verte	1	2,04%
	Soutenir les segments marginalisés (PME, femmes, ruraux)	2	4,08%
	Mitigation des risques d'agence	2	4,08%
Instruments financiers verts créés	Obligations vertes (green bonds)	6	12,24%
	Crédit vert (green credit)	4	8,16%
	Fonds verts et fonds de durabilité	4	8,16%
	Assurance verte (green insurance)	3	6,12%
	Prêts verts et microfinance	2	4,08%
Processus de gouvernance	Évaluation macroprudentielle (levier, risques)	1	2,04%
	Renforcement des capacités et transparence	2	4,08%
	Systèmes de gestion de l'information verte	1	2,04%
	Évaluation des risques ESG	1	2,04%
Partenariats établis	Organisations multilatérales et banques de développement	2	4,08%
	Collaboration FV et fintech (inclusion numérique)	4	8,16%

	Gouvernements et secteur privé (PPP)	5	10,20%
	Institutions financières et programmes d'éducation	4	8,16%

Source : Données de l'auteur via NVivo & SPSS

*Pourcentages calculés sur 49 occurrences de décisions/instruments recensés (un article pouvant relever de plusieurs catégories), et non sur les 34 articles individuellement.

L'examen des décisions stratégiques montre que les institutions financières privilégient le développement d'instruments financiers verts (19 des 49 occurrences de décisions codées, soit 39%), les obligations vertes comme outil dominant (6 articles, 12,24% des occurrences), suivies des partenariats institutionnels (5 articles, 10,20%) et de l'intégration du Fintech pour l'inclusion numérique (4 articles, 8,16%). Au niveau macro-réglementaire, l'intégration de l'objectif climatique post-COVID-19 pousse les institutions financières à réorienter leurs investissements vers la durabilité à long terme (Cen & Yin, 2024; Zhang et al., 2022), notamment via le redéploiement du capital des industries polluantes vers les projets respectueux de l'environnement (Baskaya et al., 2022; Y. Li et al., 2023; Vuong et al., 2025), une réallocation essentielle à la réforme structurelle des économies, en Chine notamment (Yue et al., 2024). Au niveau méso-institutionnel, la priorisation de l'innovation verte oriente les fonds vers les technologies propres et les énergies renouvelables (Baskaya et al., 2022), tandis que le soutien aux segments marginalisés cible l'inclusion financière des petites entreprises et des populations défavorisées pour démocratiser l'accès à la finance verte (Ahmad & Satrovic, 2024; Vuong et al., 2025). Parmi les instruments financiers verts créés, les obligations vertes mobilisent d'importants capitaux privés pour les projets d'énergie renouvelable et les infrastructures vertes (Lu et al., 2022; Oanh, 2024; Shi et al., 2022; Sun et al., 2024; Vuong et al., 2025; Zhang et al., 2022), tandis que le crédit vert finance directement les entreprises et les banques pour des pratiques telles que la gestion des déchets (Aydin & Destek, 2025; Rong et al., 2024; Saydaliev & Chin, 2023; Sun et al., 2024). Sur le plan de la gouvernance, l'évaluation macroprudentielle intègre la réglementation de la FV afin que les banques centrales s'assurent du respect des normes (Y. Li et al., 2023), tandis que le renforcement des capacités et de la transparence exige des banques une meilleure analyse des risques environnementaux et une divulgation accrue d'informations (Rong et al., 2024; Zhang et al., 2022). Enfin, les partenariats établis s'articulent à trois niveaux : au niveau macro-international, les organisations multilatérales et banques de développement, telles l'ADB et le GEF, financent l'atténuation du changement climatique (Ghouse et al., 2025; Rong et al., 2024) ; au niveau méso-technologique, la FinTech agit comme facilitateur de la finance verte en synergie avec l'inclusion financière digitale (Baskaya et al., 2022; Dong et al., 2025; Faizi et al., 2024; He et al., 2025) ; et au niveau micro, les partenariats

public-privé, soutenus par des incitations fiscales, mobilisent les gouvernements pour promouvoir des services financiers inclusifs (Ahmad & Satrovic, 2024; Oanh, 2024; Rong et al., 2024; Saydaliev & Chin, 2023; Sun et al., 2024).

4.2.3. Résultats (O) :

L'analyse des articles permet de synthétiser les preuves d'impact de la finance verte et de l'inclusion financière sur la durabilité selon deux axes principaux, en se concentrant sur les résultats empiriques.

Tableau 7 : Catégorisation et fréquence des résultats

Axe de recherche	Variable de résultat (<i>Outcome</i>)	Nb d'articles	Distribution (%)*
Inclusion financière	Élargissement de l'accès aux services financiers	6	17,10%
	Réduction des inégalités d'accès	13	37,10%
	Adaptation aux besoins des populations marginalisées	6	17,10%
Impact environnemental	Réduction effective des émissions / empreinte écologique	11	31,40%
	Adoption de pratiques durables	11	31,40%
	Contribution aux ODD (notamment ODD 7 et 13)	5	14,30%

Source : auteurs

*Pourcentages calculés sur 35 occurrences de résultats (un article ayant documenté des résultats sur les deux axes de recherche). Dans ce tableau, l'inclusion financière est mesurée comme variable expliquée par la finance verte ; ce statut est distinct de celui qu'elle occupe au Tableau 5, où elle intervient comme déterminant.

Axe impact environnemental

La finance verte réduit significativement les émissions de CO₂ et l'empreinte écologique (Cen & Yin, 2024; Dong et al., 2025; Faizi et al., 2024; Hou et al., 2024; Kaplan et al., 2024; Latif et al., 2023; Lin & Wu, 2022; Rahman & Hossain, 2025; Rizwan Ullah et al., 2025; Rong et al., 2024) : à titre illustratif, une hausse de 1% des variables IF et FV est associée à une baisse des émissions de CO₂ de 0,0303% en Chine (Lu et al., 2022) et une baisse de la pollution de 0,321% dans les économies de l'ASEAN pour une hausse de 1% de l'indice de FV (Saydaliev & Chin, 2023) ; ces deux élasticités, issues d'échantillons, de périodes et de spécifications économétriques distincts, ne sont pas directement comparables et ne permettent pas d'établir un ordre de grandeur consolidé de l'effet. Une contradiction majeure émerge néanmoins : dans 48 économies asiatiques, l'IF, principalement via le crédit, affecte négativement la performance environnementale en favorisant l'industrialisation et les déchets (Latif et al., 2023). Par ailleurs, l'adoption de pratiques durables et l'innovation verte sont positivement corrélées à la FV et à

l'IF (Dong et al., 2025; Faizi et al., 2024; Hawash et al., 2022; Lu et al., 2022; Oanh, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025; Rong et al., 2024; Sun et al., 2024; Vuong et al., 2025; Yue et al., 2024; Zhou et al., 2024), cette dernière catalysant l'investissement dans les éco-innovations et les technologies respectueuses de l'environnement, notamment dans les pays en développement. Enfin, la finance verte inclusive constitue un cadre stratégique pour atteindre les ODD, notamment l'ODD 13 (action climatique) et l'ODD 7 (énergie propre) (He et al., 2025; Latif et al., 2023; Shi et al., 2022; Vuong et al., 2025; Zhou et al., 2024), mais l'absence de données mondiales standardisées sur les prêts verts, les fonds verts et l'assurance verte limite la mesure de cette contribution (Latif et al., 2023).

Axe inclusion financière : la relation inverse, de la finance verte vers l'inclusion financière

L'élargissement de l'accès aux services financiers est empiriquement démontré : la finance verte exerce un impact positif et significatif sur l'inclusion financière (Aydin & Destek, 2025; Cen & Yin, 2024; Y. Li et al., 2023; Oanh, 2024; Vuong et al., 2025; Zhang et al., 2022). Ce résultat correspond à la seconde position identifiée en introduction, où l'inclusion financière est expliquée par le développement de la finance verte et non l'inverse. Il complète sans le contredire le rôle d'antécédent établi à la section consacrée aux antécédents, la littérature documentant ainsi une boucle de renforcement mutuel entre les deux dimensions. Une limite subsiste toutefois : une réglementation "verte" trop stricte pourrait freiner le soutien des institutions de microfinance à l'IF. La réduction des inégalités d'accès constitue un second résultat majeur : l'IF facilite l'accès aux services financiers (épargne, transactions, crédit, assurance) pour les individus et entreprises exclus du système formel (Aydin & Destek, 2025; He et al., 2025; Khan et al., 2025; Lin & Wu, 2022; Lu et al., 2022; Oanh, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025; Saydaliev & Chin, 2023; Shi et al., 2022; Sun et al., 2024; Xu & Zhu, 2022; Yue et al., 2024; Zhou et al., 2024), contribuant avec la FV à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience économique, notamment dans les économies émergentes. L'inclusion financière digitale, portée par les technologies mobiles et le Big Data, abaisse le coût et le seuil d'accès aux services financiers, bien que le niveau de performance de l'IF reste hétérogène selon les nations. L'adaptation aux besoins des populations marginalisées est également confirmée : l'inclusion financière digitale atténue la discrimination en matière de financement (He et al., 2025; Oanh, 2024; Rizwan Ullah et al., 2025; Rong et al., 2024; Xu & Zhu, 2022; Yue et al., 2024) et permet aux populations pauvres et analphabètes d'épargner et d'investir, tandis que des systèmes financiers inclusifs offrent aux communautés à faible revenu des solutions moins coûteuses pour des investissements verts (micro-réseaux solaires). Cette efficacité suppose néanmoins des services financiers abordables et adaptés.

4.3. Implications pratiques

Les résultats de cette revue permettent de formuler plusieurs recommandations pour les décideurs, les institutions financières et les organisations de développement.

4.3.1. Implications pour les politiques publiques

L'élargissement de l'accès au crédit ne garantit pas automatiquement des bénéfices environnementaux. Dans les pays où l'industrialisation reste intensive en carbone, l'inclusion financière peut accélérer la consommation de biens polluants sans stimuler l'adoption de technologies propres (Lin & Wu, 2022; Yue et al., 2024; Zhang et al., 2022). Les gouvernements doivent accompagner l'inclusion financière de trois mesures complémentaires. Premièrement, établir et faire respecter des normes environnementales strictes pour les projets bénéficiant de financements publics ; la pression réglementaire constitue d'ailleurs, dans le contexte marocain, un moteur empiriquement avéré de l'engagement des entreprises en matière de responsabilité sociétale (Ouissal & Abdelkarim, 2025). Deuxièmement, créer des incitations économiques ciblées comme les bonifications d'intérêts pour les prêts verts ou les garanties publiques pour les énergies renouvelables (He et al., 2025; Shi et al., 2022). L'expérience chinoise montre qu'une combinaison d'incitations fiscales et de soutien institutionnel peut effectivement orienter le crédit vers des secteurs moins polluants (Abbas et al., 2024; Khan et al., 2025). Troisièmement, intégrer systématiquement un volet environnemental dans les programmes d'alphabétisation financière (Abbas et al., 2024; Dong et al., 2025; He et al., 2025).

4.3.2. Implications pour les institutions financières

Les banques et institutions de microfinance doivent adapter leur offre aux populations à faible revenu. Les obligations vertes et instruments de la finance verte restent inaccessibles aux petites entreprises et aux ménages pauvres (Aydin & Destek, 2025; Ghouse et al., 2025). Les institutions financières gagneraient à développer des produits simplifiés : microcrédits pour l'achat de panneaux solaires, prêts agricoles conditionnés à des pratiques écologiques, comptes d'épargne bonifiés pour projets durables (Abbas et al., 2024; Aydin & Destek, 2025; Putra & Oktora, 2024).

Les critères d'évaluation ESG classiques sont trop complexes pour les petits emprunteurs (Aydin & Destek, 2025). Des grilles simplifiées basées sur quelques indicateurs clés (type d'énergie utilisée, gestion des déchets, exposition aux risques climatiques) permettraient de capturer l'essentiel sans imposer de charges administratives excessives (He et al., 2025). Ce choix rejoint un résultat plus ancien sur les indicateurs RSE : les entreprises n'y recourent pas uniquement par souci d'efficacité, mais aussi pour asseoir leur légitimité auprès de leurs parties

prenantes, ce qui plaide pour des grilles perçues comme crédibles autant que simples (Asdiou & Mokhtari, 2019).

Les technologies financières numériques offrent des opportunités pour réduire les coûts de transaction et élargir la couverture géographique. Les institutions financières devraient investir dans les plateformes mobiles permettant l'accès aux microcrédits verts et le suivi des performances environnementales.

4.3.3. Implications pour les organisations internationales

Les organisations multilatérales doivent prioriser le renforcement des capacités institutionnelles locales. La faiblesse institutionnelle constitue le principal obstacle à l'efficacité de la finance verte dans les pays en développement (Cen & Yin, 2024; Vuong et al., 2025; Zhang et al., 2022). L'assistance technique devrait se concentrer sur la formation des cadres financiers à l'évaluation des risques environnementaux et l'amélioration des systèmes de collecte de données (Vuong et al., 2025).

Les plateformes d'échange Sud-Sud sont particulièrement pertinentes car les pays émergents partagent des défis similaires que les modèles des pays développés n'adressent pas toujours. Les financements internationaux devraient systématiquement combiner objectifs d'inclusion financière et de performance environnementale plutôt que de les traiter séparément (Ahmad & Satrovic, 2024; Zhang et al., 2022).

4.3.4. Nécessité d'adapter les stratégies aux contextes

Les stratégies efficaces dans les pays de l'OCDE ne sont pas directement transposables aux pays en développement (Aydin & Destek, 2025; Baskaya et al., 2022; He et al., 2025). Dans les pays à faible développement financier, les priorités concernent d'abord l'établissement des infrastructures de base avant d'introduire des instruments sophistiqués (Aydin & Destek, 2025; Dong et al., 2025). Dans les pays à revenu intermédiaire en phase d'industrialisation rapide, les politiques doivent être particulièrement volontaristes pour orienter le crédit vers des secteurs moins polluants (Abbas et al., 2024; Faizi et al., 2024; Lin & Wu, 2022; Yue et al., 2024). Dans les économies avancées, l'accent devrait porter sur l'inclusion des segments restés exclus avec des instruments plus sophistiqués comme les obligations vertes communautaires ou les plateformes de finance participative (Dong et al., 2025; J. Li et al., 2022; Shi et al., 2022).

Conclusion

Cette recherche visait à identifier les déterminants du développement de la finance verte et à comprendre l'hétérogénéité de son efficacité environnementale selon les contextes. À travers une revue systématique de 34 articles (période de recherche 2010-2025, corpus effectivement concentré sur 2022-2025), nous avons mobilisé le cadre ADO pour cartographier ses antécédents, décisions stratégiques et résultats.

Nos résultats confirment que le développement de la finance verte résulte de la convergence de facteurs réglementaires, économiques, sociaux et environnementaux (détaillés dans la section consacrée aux antécédents), dont l'articulation conditionne l'engagement des institutions financières dans la transition écologique. Les institutions financières privilégient les instruments financiers verts (obligations vertes : 12% des actions identifiées) et les partenariats public-privé, dont l'efficacité dépend de leur adaptation aux contextes locaux et de mécanismes de gouvernance limitant le greenwashing (Soufiane El Hmieche et al., 2025).

Le résultat le plus significatif concerne l'hétérogénéité des impacts environnementaux selon les contextes : dans les pays développés et les économies émergentes aux institutions solides, la finance verte réduit les émissions de CO₂ ; dans les pays en développement à faible qualité institutionnelle, elle peut au contraire accroître la pollution en finançant des activités non durables. La qualité institutionnelle apparaît donc comme la condition qui sépare ces deux configurations.

Sur le plan théorique, cette étude propose un cadre intégratif : la finance verte requiert une approche systémique des interactions réglementaires, économiques, sociales et environnementales, et rassemble les seuils critiques rapportés par les études primaires (notamment en matière de revenu et de qualité institutionnelle), au-delà desquels certains déterminants deviennent des catalyseurs efficaces de la transition écologique, sans toutefois les estimer ni les tester elle-même.

Sur le plan pratique, trois actions s'imposent : renforcer le cadre institutionnel et réglementaire dans les économies émergentes ; adapter les instruments de finance verte aux contextes locaux plutôt que de transposer les modèles des pays avancés ; et renforcer la gouvernance et la transparence pour prévenir le greenwashing.

Cette étude présente néanmoins des limites : la concentration du corpus sur 2022-2025 restreint l'observation des effets à long terme, le corpus est biaisé géographiquement vers la Chine et l'OCDE au détriment de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique latine, et la dominance des approches quantitatives limite la compréhension des mécanismes micro-sociaux.

Ces limites ouvrent des pistes de recherche : études longitudinales sur l'évolution de l'efficacité de la finance verte, études qualitatives comparatives, extension aux contextes géographiques sous-étudiés, et caractérisation plus précise des seuils critiques au-delà desquels elle devient un levier efficace de transition écologique.

La finance verte n'agit donc pas de manière uniforme. Son efficacité dépend du cadre institutionnel, de l'adaptation des instruments aux contextes locaux et des dispositifs de contrôle qui limitent le greenwashing. Ces conditions sont observables et devraient être vérifiées avant de transposer un dispositif d'un pays à un autre.

Bibliographie :

- Abbas, S., Dastgeer, G., Nasreen, S., Kousar, S., Riaz, U., Arsh, S., & Imran, M. (2024). How Financial Inclusion and Green Innovation Promote Green Economic Growth in Developing Countries. *SUSTAINABILITY*, 16(15). (WOS:001287230900001). <https://doi.org/10.3390/su16156430>
- Ahmad, M., & Satrovic, E. (2024). Modeling natural resources for ecological sustainability. *GONDWANA RESEARCH*, 126, 243-266. (WOS:001098962400001). <https://doi.org/10.1016/j.gr.2023.09.015>
- Allard-Poesi, F., & Perret, V. (2014). Méthodes de recherche en management. In *Méthodes de recherche en management* (p. 14-46). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.thiet.2014.01.0014>
- Asdiou, A., & Mokhtari, B. (2019). The Indicators of the Corporate Social Responsibility : A Search for Efficiency or a Concern for Legitimacy Towards Stakeholders? A Proposed Explanatory Model. *International Journal of Service Science, Management, Engineering, and Technology (IJSSMET)*, 10(1), 62-76.
- Aydin, S., & Destek, M. A. (2025). Quantile Insights Into Sustainability : Financial Inclusion, Energy Efficiency and Environmental Damage in EAGLE Countries. *Review of Development Economics*. Scopus. <https://doi.org/10.1111/rode.13254>
- Baskaya, M. M., Samour, A., & Tursoy, T. (2022). THE FINANCIAL INCLUSION, RENEWABLE ENERGY AND CO2 EMISSIONS NEXUS IN THE BRICS NATIONS: NEW EVIDENCE BASED ON THE METHOD OF MOMENTS QUANTILE REGRESSION. *Applied Ecology and Environmental Research*, 20(3), 2577-2595. Scopus. https://doi.org/10.15666/aeer/2003_25772595
- Cen, Y., & Yin, J. (2024). Navigating climate challenges : Focusing on the effectiveness of natural resource rents, fintech, green finance, environmental quality, and digitalisation. *Resources Policy*, 95. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2024.105102>
- Dong, Q., Balsalobre-Lorente, D., & Syed, Q. (2025). The critical role of financial inclusion in green growth : Evidence from BRICS countries. *RESEARCH IN INTERNATIONAL BUSINESS AND FINANCE*, 76. (WOS:001440569100001). <https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2025.102847>
- Faizi, F., Kusuma, A., & Widodo, P. (2024). Islamic green finance : Mapping the climate funding landscape in Indonesia. *INTERNATIONAL JOURNAL OF ETHICS AND SYSTEMS*, 40(4), 711-733. (WOS:001169640000001). <https://doi.org/10.1108/IJOES-08-2023-0189>

- Farah, A. A., Nor, B. A., & Musse, O. S. H. (2026). Financial inclusion and green economic growth a systematic review of SCOPUS indexed studies from 2015 to 2025. *Discover Environment*, 4(1), 37. <https://doi.org/10.1007/s44274-026-00550-5>
- Ghouse, G., Bhatti, M., & Nasrullah, M. (2025). The impact of financial inclusion, Fintech, HDI, and green finance on environmental sustainability in E-7 countries. *FINANCE RESEARCH LETTERS*, 72. (WOS:001385944700001). <https://doi.org/10.1016/j.frl.2024.106617>
- Hawash, M. K., Taha, M. A., Hasan, A. A., Braiber, H. T., Al Mahdi, R. A., Thajil, K. M., & Abdulbaqi Albakr, A. M. (2022). Financial Inclusion, Foreign Direct Investment, Green Finance and Green Credit Effect on Iraq Manufacturing Companies Sustainable Economic Development : A Case on Static Panel Data. *Cuadernos de Economia*, 45(128), 53-60. Scopus. <https://doi.org/10.32826/cude.v1i128.706>
- He, J., Tang, L., & Tao, Y. (2025). Impact of green financing on development of renewable energy resources factoring geopolitical risks. *International Journal of Hydrogen Energy*, 144, 386-399. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.ijhydene.2025.05.162>
- Hmieche, S. E., & Asdiou, A. (2024). Les pratiques du contrôle de gestion environnemental dans les entreprises marocaines composantes de l'indice MASI ESG. *Alternatives Managériales & Economiques*, 6(Spécial 1), 105-124. <https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v6iSpécial>
- Hou, Y., Li, X., Wang, H., & Yunusova, R. (2024). Focusing on energy efficiency : The convergence of green financing, FinTech, financial inclusion, and natural resource rents for a greener Asia. *Resources Policy*, 93. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2024.105052>
- Kaplan, M., Rahman, M. M. A., Khan, A.-U.-I., & Vergil, H. (2024). The Triple Impact of Innovation, Financial Inclusion, and Renewable Energy Consumption on Environmental Quality in some Emerging Economies. *International Journal of Energy Economics and Policy*, 14(4), 140-149. Scopus. <https://doi.org/10.32479/ijeeep.16008>
- Kaur, A., & Negi, P. (2025). A systematic literature review and bibliometric analysis on inclusive green finance with an emphasis on the digital economy and green growth. *Journal of Money and Business*, 5, 275. <https://doi.org/10.1108/JMB-09-2024-0053>
- Khan, Z., Zhu, X., & Chatti, W. (2025). Environmental Poverty from the lens of sustainable development and financial inclusion : Evaluating the importance of energy productivity and clean energy electricity. *Energy*, 318, 134674. <https://doi.org/10.1016/j.energy.2025.134674>
- Latif, N., Safdar, N., Liaquat, M., Younas, K., Nazeer, N., & Rafeeq, R. (2023). The role of institutional quality in assessing the environmental externality of financial inclusion : A DCCE

- approach. *Frontiers in Environmental Science*, 11. Scopus. <https://doi.org/10.3389/fenvs.2023.1071149>
- Li, J., Dong, X., & Dong, K. (2022). How much does financial inclusion contribute to renewable energy growth? Ways to realize green finance in China. *Renewable Energy*, 198, 760-771. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.renene.2022.08.097>
- Li, Y., Ashhari, Z., Soh, W., & Ab Razak, N. (2023). How Does Deleveraging Affect Outreach Productivity of MfIs in China? New Evidence from Dynamic Threshold Role of Green Finance. *CUADERNOS DE ECONOMIA*, 46(132). (WOS:001300984700006). <https://doi.org/10.32826/cude.v46i132.1216>
- Lin, S., & Wu, R. (2022). On the nexus between energy efficiency, financial inclusion and environment: Evidence from emerging seven economies using novel research methods. *ECONOMIC RESEARCH-EKONOMSKA ISTRAZIVANJA*, 35(1), 6756-6779. (WOS:000779284200001). <https://doi.org/10.1080/1331677X.2022.2053362>
- Liu, H., Yao, P., Latif, S., Aslam, S., & Iqbal, N. (2022). Impact of Green financing, FinTech, and financial inclusion on energy efficiency. *ENVIRONMENTAL SCIENCE AND POLLUTION RESEARCH*, 29(13), 18955-18966. (WOS:000712505900011). <https://doi.org/10.1007/s11356-021-16949-x>
- Lu, Q., Farooq, M. U., Ma, X., & Iram, R. (2022). Assessing the combining role of public-private investment as a green finance and renewable energy in carbon neutrality target. *Renewable Energy*, 196, 1357-1365. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.renene.2022.06.072>
- Novák, Z., Fáth, G., Ge, C., & Kumar, P. (2025). Inclusive green finance: As an approach of developing a comprehensive indicator for BRICS and other emerging economies. *Journal of Economic Structures*, 14(1). Scopus. <https://doi.org/10.1186/s40008-025-00354-5>
- Oanh, T. T. K. (2024). Sustainable development: Driving force from the relationship between finance inclusion, green finance and green growth. *Sustainable Development*, 32(3), 2811-2829. Scopus. <https://doi.org/10.1002/sd.2808>
- Ouissal, E. A., & Abdelkarim, A. (2025). Corporate Social Responsibility Commitment: Is Regulatory Pressure a Necessary Driver? *Engineering Proceedings*, 97(1), 4. <https://doi.org/10.3390/engproc2025097004>
- Page, M. J., McKenzie, J. E., Bossuyt, P. M., Boutron, I., Hoffmann, T. C., Mulrow, C. D., Shamseer, L., Tetzlaff, J. M., Akl, E. A., Brennan, S. E., Chou, R., Glanville, J., Grimshaw, J. M., Hróbjartsson, A., Lalu, M. M., Li, T., Loder, E. W., Mayo-Wilson, E., McDonald, S., ... Moher, D. (2021). The PRISMA 2020 statement: An updated guideline for reporting systematic reviews. *BMJ*, 372, n71. <https://doi.org/10.1136/bmj.n71>

- Putra, A. A. K. A. D., & Oktora, S. I. (2024). The effect of financial inclusion and economic integration on green growth in ASEAN. *Journal of Economics and Development*, 26(3), 189-205. Scopus. <https://doi.org/10.1108/JED-09-2023-0169>
- Rahman, M. M., & Hossain, M. E. (2025). Synergy of governance, finance, and technology for sustainable natural resource management. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 11(1). Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.joitmc.2025.100468>
- Rizwan Ullah, M., Alnafissa, M., & Nasrullah, M. (2025). Enhancing environmental performance in the OECD nations through financial inclusion, digital innovation and effective governance. *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, 17(1), 437-459. <https://doi.org/10.1108/IJCCSM-08-2024-0134>
- Rong, W., Destek, M., Chen, W., Albahooth, B., & Khan, Z. (2024). Drivers of Sustainable Green Finance : Country's Level Risk and Trade Perspective for OECD Countries. *JOURNAL OF ENVIRONMENT & DEVELOPMENT*, 33(1), 125-148. (WOS:001118280100001). <https://doi.org/10.1177/10704965231217046>
- Saydaliev, H., & Chin, L. (2023). Role of green financing and financial inclusion to develop the cleaner environment for macroeconomic stability : Inter-temporal analysis of ASEAN economies. *ECONOMIC CHANGE AND RESTRUCTURING*, 56(6), 3839-3859. (WOS:000819304000001). <https://doi.org/10.1007/s10644-022-09419-y>
- Shi, F., Ding, R., Li, H., & Hao, S. (2022). Environmental Regulation, Digital Financial Inclusion, and Environmental Pollution : An Empirical Study Based on the Spatial Spillover Effect and Panel Threshold Effect. *SUSTAINABILITY*, 14(11). (WOS:000808986800001). <https://doi.org/10.3390/su14116869>
- Soufiane El Hmieche, Abdelkarim Asdiou, & Ouissal El Aziz. (2025). Environmental Management Control Tools : A Bibliometric Analysis Review. *Journal of Modern Accounting and Auditing*, 21(1). <https://doi.org/10.17265/1548-6583/2025.01.002>
- Sun, W., Shao, M., & Yang, D. (2024). Role of essential minerals in achieving low-carbon economy and sustainability. *RESOURCES POLICY*, 90. (WOS:001175049700001). <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2024.104716>
- Vuong, G. T. H., Barky, W., & Nguyen, M. H. (2025). Stabilizing the national banking system through digital financial inclusion, creative innovations, and green finance in low-financially developed economies. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 11(1), 100434. <https://doi.org/10.1016/j.joitmc.2024.100434>

- Xiao, Y., Lin, M., & Wang, L. (2024). Impact of green digital finance on sustainable development: Evidence from China's pilot zones. *FINANCIAL INNOVATION*, 10(1). (WOS:001136308900001). <https://doi.org/10.1186/s40854-023-00552-9>
- Xu, S., & Zhu, H. (2022). Does Green Governance Efficiency and Green Finance Policies Matters in Sustainable Environment : Implications for Public Health. *FRONTIERS IN PUBLIC HEALTH*, 10. (WOS:000779574600001). <https://doi.org/10.3389/fpubh.2022.861349>
- Yue, H., Zhou, Z., & Liu, H. (2024). How does green finance influence industrial green total factor productivity ? Empirical research from China. *Energy Reports*, 11, 914-924. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.egyr.2023.12.056>
- Zhang, L., Berk Saydaliev, H., & Ma, X. (2022). Does green finance investment and technological innovation improve renewable energy efficiency and sustainable development goals. *Renewable Energy*, 193, 991-1000. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.renene.2022.04.161>
- Zhou, Z., Chau, K. Y., Sibghatullah, A., Moslehpour, M., Tien, N. H., & Nizomjon Shukurullaevich, K. (2024). The role of green finance, environmental benefits, fintech development, and natural resource management in advancing sustainability. *Resources Policy*, 92. Scopus. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2024.105013>